



**CAHIER DES CHARGES**  
**PRESTATIONS INTELLECTUELLES**

**Elaboration des plans de gestion des sites  
de Camicas-l'Eden (33-96) et  
de la dune du Pilat (33-409)**

*Commune de La Teste de Buch, Gironde*

## I - Préambule

---

La mission du Conservatoire du littoral, définie par le code de l'environnement (article L. 322-1), consiste à « *mener une politique foncière de sauvegarde de l'espace littoral, de respect des sites naturels et de l'équilibre écologique* ». L'établissement participe ainsi globalement à la sauvegarde du littoral en garantissant, grâce à son intervention foncière, le respect des sites naturels, de leur équilibre et de leur bon état de conservation.

Les terrains du Conservatoire du littoral doivent contribuer à la préservation du patrimoine à la fois écologique, paysager et culturel. Ils sont ouverts au public sauf exception justifiée par exemple par la fragilité du milieu naturel. (Loi du 10 juillet 1975). Ils s'inscrivent dans une dynamique à long terme pour garantir un environnement de qualité aux générations actuelles et futures.

Selon les termes de l'article L322-9 du code de l'environnement, la gestion des terrains est assurée par les collectivités territoriales, les établissements publics ou les fondations ou associations spécialisées. La gestion proposée doit permettre de conserver, voire d'accroître la valeur patrimoniale des sites grâce à la définition de mesures de gestion (ou de non-gestion) qui découlent d'objectifs précis fixés conjointement avec les partenaires locaux dans le cadre de l'élaboration de plans de gestion.

A noter que le Conseil d'administration a adopté en 2018 des principes d'action forestière destiné à guider les gestionnaires sur la politique de l'établissement en matière de gestion forestière. D'autres principes d'actions développés par l'établissement existent notamment sur l'approche paysagère.

Ces principes sont à compléter par les notes du Conseil scientifique du Conservatoire du littoral de 2021 sur « Les littoraux à l'épreuve du changement climatique » et « Les éléments de réflexion sur la Libre évolution sur les sites du Conservatoire du littoral »

En Aquitaine, le Conservatoire du littoral protège aujourd'hui plus de 8308 hectares, répartis en 39 sites, gérés par divers gestionnaires comme décrit ci-dessus par le biais de conventions de gestion.

La stratégie d'intervention du Conservatoire du littoral autour du Bassin d'Arcachon vise à maintenir et à mettre en valeur des coupures d'urbanisation soumises à une pression grandissante. Il s'agit donc de renforcer la protection des espaces naturels.

À la suite de la mise en place d'un périmètre d'acquisition autorisé ou périmètre d'intervention depuis le secteur de Camicas jusqu'au sud de la Dune du Pilat via le secteur de l'Eden, le Conservatoire du littoral souhaite élaborer un plan de gestion en intégrant un plan paysage sur ces 2 sites.

Fruit d'un travail de concertation, ce plan de gestion fixe les grandes orientations de gestion, les travaux et aménagements nécessaires ainsi que les opérations courantes de gestion à réaliser. Le présent cahier des charges traduit la commande établie pour la rédaction de ce document.

Ce besoin résulte d'une maîtrise foncière importante sur le secteur du Pilat, relative à la mise en œuvre d'une déclaration d'utilité publique, et intervient à la suite de l'incendie de juillet 2022.

Le massif forestier de La Teste est largement « utilisé » par l'Homme pour ses usages récréatifs notamment et connaît une forte interface avec les zones urbanisées, suscitant une forte pression foncière, voire la présence de bâti au cœur même de la forêt. Cette présence humaine doit être intégrée à chaque étape de la réflexion à mener tant sur ses usages que sur les réglementations en vigueur, pour certaines uniques en France, telles que la forêt usagère.

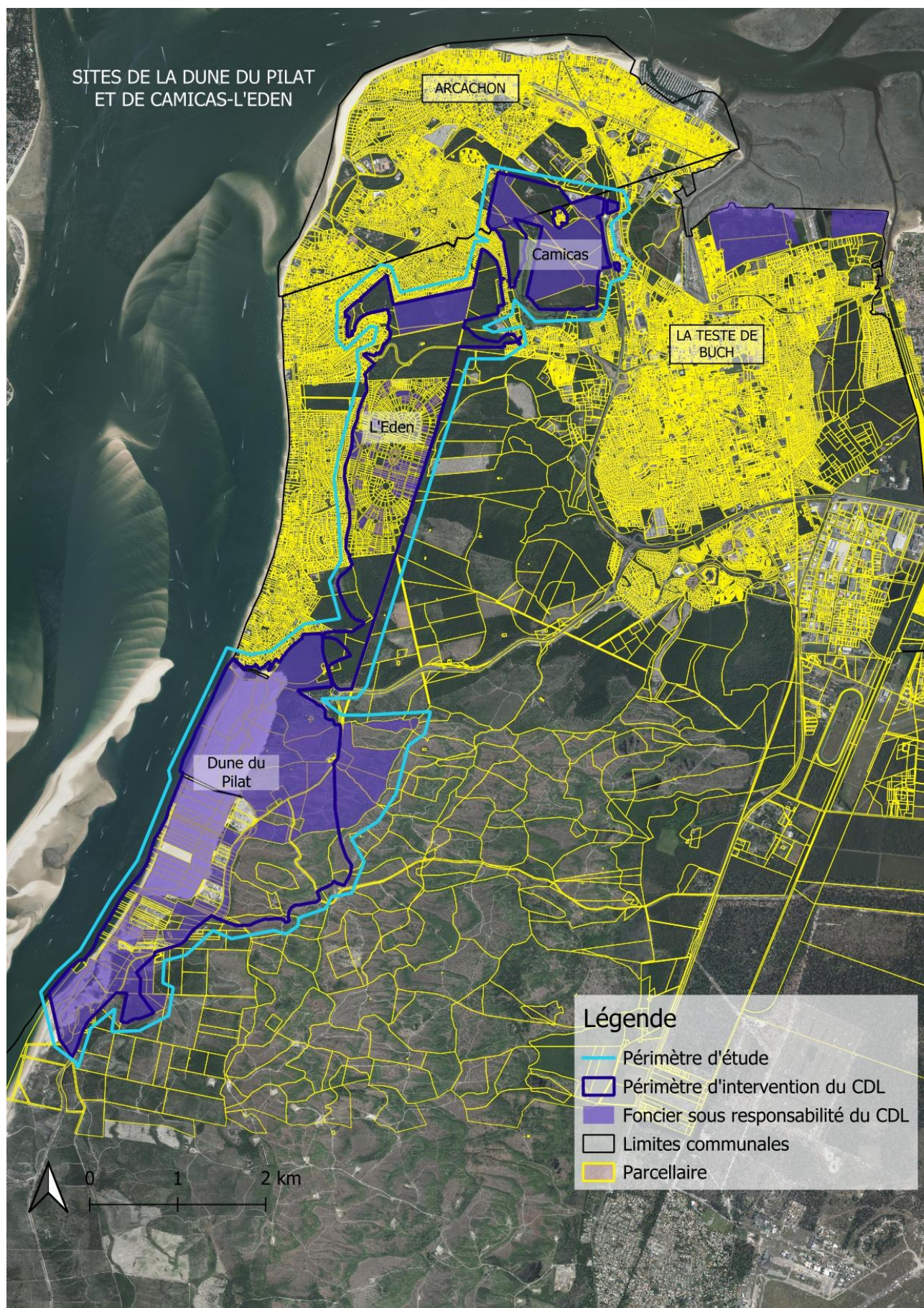
Son attractivité, notamment grâce à son paysage et les impacts du changement climatique complètent les éléments à considérer dans l'élaboration des futurs documents.

## II - Présentation des sites de la Dune du Pilat et de Camicas-L'Eden

---

Le périmètre de l'étude s'inscrit dans l'unité littorale du bassin d'Arcachon qui comprend les rivages intérieurs et ceux de son embouchure dont la flèche du Ferret et la Dune du Pilat. Souvent qualifié d'écrin, le Bassin d'Arcachon est constitué d'une imbrication de milieux humides, originaux et fragiles, la présence de dunes avec des niveaux de boisement plus ou moins denses. La physionomie actuelle de ces dunes est récente. Au 19<sup>e</sup> siècle, la Dune du Pilat ne fait qu'une soixantaine de mètres et ses abords sontensemencés de pins maritimes par l'Etat puis ce secteur sera vendu à des privés.







## 1. Les caractéristiques et spécificités de ce territoire sont :

### **Les caractéristiques des sites**

Une étude de définition d'orientations de gestion forestières a été réalisée début 2025. Elle permet de donner un état des boisements, les problématiques et usages et amorce la réflexion sur les orientations et perspectives pour ces boisements. Cf annexe.

Les terrains sont d'origine quaternaire, les derniers événements de comblement se traduisent par d'importants apports de sables quartzeux et siliceux, sédiments d'origine marine. A partir de l'holocène, le cordon dunaire se met en place avec dans un premier temps la création des dunes paraboliques dites « dunes anciennes », puis les vents édifient les dunes transversales le long des plages et épandent du sable venant partiellement combler les dunes anciennes paraboliques. Enfin, sous un climat plus sec, des grands cordons des dunes modernes ou barkanoïdes se mettent en place.

#### ➤ **L'Eden – Camicas**

Au sud du Bassin d'Arcachon, le site de Camicas, espace naturel, est un poumon vert entre l'urbanisation d'Arcachon et de La Teste-de-Buch. Malgré la proximité de la voie rapide, le cheminement sur le site en fait une promenade très agréable.

Semée il y a deux siècles pour fixer les dunes, cette pinède mêlée de chênes reste un grand témoin de l'épopée landaise qui a transformé le paysage du Bassin d'Arcachon à l'Adour. Si la forêt de pins maritimes y occupe une place prépondérante, elle côtoie des boisements mixtes (résineux et feuillus) et des chênaies pures (chêne pédonculé, chêne vert, chêne liège).

La présence d'arbres morts plaît à de nombreux insectes et constitue un excellent garde-manger pour les oiseaux, dont les chants rythment le parcours.

La dune boisée culmine à 46 mètres, d'où le site voisine avec une station radio maritime et un château d'eau. Le boisement de l'Eden, classé et avec poche isolée de la forêt usagère, comprend des cabanes inscrites à l'inventaire du patrimoine des cabanes forestières de la commune. Son parcellaire cadastral très caractéristique résulte d'une part d'un projet de lotissement urbain, non réalisé, d'autre part de grandes parcelles de production forestière avec des coupes franches.

#### ➤ **La Dune du Pilat**

Classé par décret en Conseil d'Etat le 28 juin 1994, au titre de la loi du 2 mai 1930 relative à la protection des monuments naturels, le site comprend un territoire cohérent et homogène de 6875 hectares prenant en compte l'ensemble formé par la dune et le massif forestier mixte attenant, notamment avec la forêt usagère, aux règles spécifiques quasi uniques en France. Ce site naturel fragile est également reconnu pour sa valeur culturelle et scientifique faisant l'objet de nombreux travaux et études afin de contribuer à sa préservation.

De par son attractivité, ses composantes paysagères exceptionnelles et la pression touristique générée par sa notoriété, ce site est fortement impacté par l'activité humaine et l'évolution des aléas naturels (recul du trait de côte et avancée dunaire).

L'incendie de juillet 2022 suivi de l'attaque sanitaire (scolyte), ont entraîné l'abattage de la quasi-totalité des arbres sur ce périmètre. La question du renouvellement de cette forêt et du paysage du site est au cœur des enjeux de ce territoire pour le siècle à venir.

Le site de la dune du Pilat est également signalé et protégé à plusieurs autres titres : - l'inscription à l'Inventaire des Sites Pittoresques de la Gironde, - la loi du 3 janvier 1986 relative à l'aménagement, la protection et la mise en valeur du littoral, - le plan de Prévention des Risques (PPR), - le périmètre d'Intérêt Communautaire NATURA 2000 pour une partie du site, - une ZNIEFF de type II, - une zone Ndka (zone naturelle dans laquelle est admise l'accueil du public) du P.L.U., - la zone de risques majeurs d'incendies de forêts (aléa fort) renforcés par la fréquentation touristique.

## Les spécificités des sites

- Un enjeu biodiversité renforcé en raison de la destruction d'une partie du massif lors de l'incendie de juillet 2022,
- Un territoire fortement impacté par le changement climatique, avec une réflexion sur la relocalisation d'activités et d'infrastructures,
- Une multiplicité des propriétaires fonciers avec un découpage cadastral important,
- De fortes pressions urbaines, économiques en particulier touristiques, de nombreux usages et une fréquentation très impactant,
- Une multiplicité des démarches et acteurs peu lisibles et non structurés à l'échelle du territoire,
- Des statuts spécifiques pour la Forêt Usagère,
- La proximité d'importantes surfaces de forêt domaniale et de sites militaires.

### 2. Historique des interventions et périmètre d'étude

Dès 1995, le Conservatoire identifie la Dune du Pilat comme un secteur stratégique devant bénéficier d'une attention particulière. Cet ensemble paysager unique est un des sites touristiques les plus fréquentés de France, sa notoriété le rend vulnérable. Constitué majoritairement de propriétés privées, il est apparu indispensable pour le préserver de mener une politique foncière de réappropriation publique de ses espaces.

La prospection foncière active du CdL depuis 15 ans a permis une maîtrise importante sur le secteur de la dune du Pilat, mais nécessite la poursuite sur Camicas/L'Eden pour assurer une intervention efficace sur la biodiversité et le paysage.

A ce jour, le Conservatoire intervient sur :

- Dune de Pilat : 630 ha sur un périmètre d'intervention de 645ha.
- Camicas-L'Eden : 243 ha sur un périmètre d'intervention de 482 ha. (118ha Camicas + 55 ha L'Eden)

En achetant ces terrains le CDL les protège à long terme. Il peut mener des actions de restauration et des aménagements afin de maintenir la richesse biologique, esthétique et identitaires et d'en permettre le libre accès à tous.

Les actions du Conservatoire se conjuguent avec les actions du Département - ENS, de la Région - notamment Natura 2000 et les forêts domaniales gérées par l'ONF.

De plus, la 2ème Opération Grand Site de la Dune du Pilat (2011-2023) a mis en évidence la nécessité de renforcer la présence du CDL et de faire avancer l'idée d'un corridor écologique entre la Dune du Pilat et le site de Camicas.

Le périmètre identifié correspond aux sites de la dune du Pilat, de L'Eden et de Camicas, situés sur les communes de la Teste de Buch et d'Arcachon, tant les terrains acquis que les espaces situés dans le périmètre d'intervention du Conservatoire voire leurs franges, en raison de cohérences paysagère et environnementale.

### 3. La gestion du site :

#### ➤ **L'Eden – Camicas**

Dans le cadre des ENS, le Département de Gironde était gestionnaire du site. Mais il s'est retiré dans les années 2010. A ce jour, il n'y a pas de gestionnaire désigné malgré une réflexion pour trouver l'interlocuteur le plus adapté au contexte. La gestion pourrait être confiée à la Commune suite aux échanges actuellement en cours.

#### ➤ **La Dune du Pilat**

Le Syndicat Mixte de la Grande Dune du Pilat, depuis sa création œuvre avec ses partenaires à trouver un point d'équilibre entre protection de ce paysage remarquable, accueil d'un grand nombre de visiteurs et développement local. Son action est guidée par la politique nationale des Grands Sites de France, initiée par l'État qui vise un objectif de gestion durable des territoires concernés. Dès 2011, il s'est vu confier la gestion des fonciers du Conservatoire du Littoral.

Créé par arrêté préfectoral en date du 26 décembre 2007, le Syndicat mixte de la Grande Dune du Pilat dont les membres sont le Conseil Régional d'Aquitaine, le Conseil Général de la Gironde et la Commune de La Teste de Buch a pour objet de :

- assurer l'aménagement, la gestion, l'animation et la valorisation de la dune du Pilat en vue de protéger le patrimoine grâce à une gestion adaptée du site ;
- contribuer au développement économique, social, culturel et à la qualité de la vie ;
- assurer l'accueil et l'information du public.

Le programme de la 2ème OGS validé en CSSPP en juin 2011 a fait office de plan de gestion pour les terrains du Conservatoire du Littoral situés sur le périmètre de la Dune du Pilat. Les opérations de maîtrise foncière ont été alors ciblées comme une action majeure de cette OGS (orientation 1 - pérenniser l'espace public et préserver l'intérêt patrimonial du site). Cette 2ème OGS vient de s'achever avec entre autres, la requalification de l'espace d'accueil, porte d'entrée principale du site et l'achèvement des acquisitions sur la frange littorale du site classé par le Conservatoire du Littoral. Avec le renouvellement de la convention de gestion, il convient d'élaborer pour les 6 ans à venir un plan de gestion.

De plus, ce secteur a connu ces dernières années des événements exceptionnels : incendie classé « mégafeux » en juillet 2022, attaque sanitaire de scolytes, reconstruction des campings, a, multiplication des usages, impacts liés aux changements climatiques, nouvelles mesures contre les risques incendie. Ces changements parfois très brusques ont impacté radicalement une partie du périmètre de l'étude et induits des évolutions dans la gestion et le fonctionnement de ses sites. Ce contexte conforte la nécessité d'une réflexion globale sur ce secteur et d'une stratégie partagée pour la valorisation et le devenir de ces 2 sites et de cette entité paysagère.

### III – Définition de la mission

---

La prestation demandée correspond à l'élaboration des plans de gestion avec un volet paysage des sites de Camicas-L'Eden et de la dune du Pilat.

Le périmètre d'étude concerne l'ensemble du périmètre d'intervention du Cdl de ces 2 sites (cf carte ci-dessus) qui s'inscrivent dans l'entité paysagère « Arcachon et la dune du Pilat » identifiée par Victor Miramand, paysagiste conseil du Cdl en cohérence avec l'Atlas départemental des paysages de la Gironde. L'étude a pour objectif la rédaction d'un plan de gestion pour chacun des 2 sites avec un diagnostic patrimonial commun puis la définition du projet de sites mettra en évidence une déclinaison opérationnelle et une gouvernance pour chacun des sites.

La rédaction du plan de gestion pourra s'inspirer des préconisations du **Cahiers techniques n°88**, OFB, tout en intégrant les **spécificités des sites du Conservatoire du littoral**.

Un guide d'accompagnement à l'élaboration des plans de gestion a été publié par le Conservatoire du littoral et actualisé en 2017. Il est joint au présent cahier des charges (Annexe 1). Il constitue la référence en matière d'appui technique à l'élaboration des plans de gestion sur les sites du Conservatoire en lien avec le guide réalisé par l'Atelier technique des espaces naturels (ATEN) pour le réseau des gestionnaires.

Le plan de gestion qui sera réalisé devra être en totale cohérence avec les principes, le vocabulaire et les différentes approches développés dans ce guide, ainsi qu'avec les principes d'action de l'établissement validés par son conseil d'administration (libre évolution des milieux, sports de nature, biodiversité, adaptation au changement climatique, etc.).

Le plan de gestion devra coexister avec le DOCOB N2000 „Forêts dunaires de La Teste de Buch“, la politique des Grands Sites de France pour le secteur de la Dune du Pilat et prendre en compte les orientations et actions déjà arbitrées par le Conservatoire du littoral. Il devra également prendre en considération les politiques d'aménagements du territoire présentés dans les documents d'urbanisme en vigueur.

Le plan de gestion du massif forestier de La Teste de Buch devra être réalisé en **concertation étroite avec le gestionnaire, les partenaires locaux et les services de l'Etat**. Il est un outil pratique qui définit le projet pour le site. Il présente donc de multiples facettes.

C'est avant tout un **outil de pilotage** : il définit les orientations et les objectifs selon lesquels le site doit être restauré, aménagé, géré. Établi à partir d'un diagnostic patrimonial, il engage conjointement le Conservatoire,

les gestionnaires et les acteurs locaux à mettre en œuvre un ensemble d'actions en faveur de la préservation, de la valorisation des sites naturels et de leur ouverture au public.

C'est aussi un **outil d'aménagement et de valorisation du territoire** en ce sens qu'il rassemble des valeurs, des volontés et des moyens communs au service de la collectivité.

Le plan de gestion représente enfin un **outil de gouvernance** original. Établi à partir d'une réflexion partagée, il est une force de conviction auprès des acteurs locaux.

**Le plan de gestion devra se nourrir des réflexions et études antérieures qu'il conviendra de partager avec les membres du comité de gestion regroupant l'ensemble des acteurs concernés par la gestion du site qui seront associés à la démarche, notamment lors des groupes de travail qui seront mis en place (cf partie IV sur les méthodes de travail).**

Le plan de gestion doit impérativement être précis, synthétique et aisément compréhensible.

Sa réalisation s'organise classiquement autour de trois étapes principales et complémentaires :

- **La réalisation du diagnostic patrimonial commun :**

Le diagnostic patrimonial est la « photographie » actuelle du site et de sa situation paysagère, administrative, réglementaire, écologique, u, sociale, sociétale ? culturelle et historique. Il permet de hiérarchiser l'intérêt des patrimoines et d'inventorier les usages pour permettre la mise en évidence des enjeux du site au sein de son territoire.

- **La définition du projet pour chacun des sites :**

Il représente le cœur du plan de gestion. Il décrit l'ambition pour le site, la vision partagée du site à long terme. Il donne le cap que les acteurs du territoire s'accordent à suivre. Ce projet identifie les orientations stratégiques et les axes principaux de la politique de gestion future, d'où naîtront les objectifs opérationnels.

- **La définition d'un plan d'actions opérationnel pour chacun des sites :**

Le plan opérationnel définit de manière précise et pratique, pour les années à venir, les actions de gestion à effectuer ainsi que les travaux et études à mener. Il fait état des moyens à mettre en œuvre (techniques et financiers) pour tenter d'atteindre les objectifs proposés.

## **A- REALISATION DU DIAGNOSTIC PATRIMONIAL**

---

*Objectif : Décrire et comprendre le site.*

*Le diagnostic n'a pas obligatoirement vocation à être exhaustif, il doit avant tout être établi avec une portée **opérationnelle** en intégrant les éléments utiles à la compréhension du fonctionnement des milieux et du territoire. Il doit parfaitement caractériser les enjeux pour le site à l'échelle de son périmètre mais également dans une approche de territoire (transfrontalier).*

Outre les parcelles acquises, le diagnostic devra porter autant que possible sur les parcelles en périmètre d'intervention mais également de façon théorique pour les parcelles dans le périmètre d'intervention potentiellement étendu (autant que leur accès rendra les investigations possibles).

Le diagnostic patrimonial d'un site est établi selon trois phases successives :

### **1. Recueil et analyse de la bibliographie et des données existantes**

Au préalable de l'élaboration du plan de gestion, une analyse bibliographique approfondie sera réalisée pour établir le bilan des connaissances, de l'historique du site et de sa gestion.

Le site est déjà assez bien documenté du fait des suivis et études menées notamment dans le cadre de la réalisation du DOCOB Natura 2000. Toutefois en raison des conséquences de l'incendie de 2022, il conviendra, dans les actions en déclinaison des objectifs du Plan de gestion, d'identifier et de proposer des inventaires pour actualiser les données.

Il conviendra de rassembler et analyser l'ensemble des études réalisées à l'échelle du site ou supra-sites pour en tirer des synthèses et les points saillants qui devront abonder les réflexions des groupes de travail lors de la réalisation du diagnostic patrimonial.

Le Conservatoire mettra à disposition la documentation et les données (administratives, réglementaires et naturalistes notamment) dont il dispose. En complément, le prestataire devra prévoir l'acquisition de données et de documents auprès des organismes ou associations disposant d'une banque de données pertinente.

## **2. Définition de l'état des lieux**

L'état des lieux et la synthèse des connaissances existantes devront être réalisés afin que l'ensemble des données relatives au site soient connues et hiérarchisées. Ils concernent chacune des thématiques évoquées ci-dessous, permettant d'identifier la valeur patrimoniale du site et les potentielles menaces associées.

Cette méthodologie est utilisée selon différentes approches :

### **a. Approche paysagère :**

Placée en première partie du diagnostic patrimonial, c'est elle qui introduit le plan de gestion, la connaissance et la perception que l'on a du site. Les paysages de ce territoire constituent un enjeu essentiel dans le futur plan de gestion avec son volet paysage, de par leur histoire, les événements récents, leur positionnement vis à vis de la pression humaine.

Le paysage est par essence dynamique et évolutif, il est également le fruit d'une anthropisation ancienne. Le Conservatoire du littoral accompagne ce mouvement permanent. La préservation du paysage et sa mise en valeur fait partie au même titre que la protection de la biodiversité et l'ouverture des sites au public, des missions fondatrices du Conservatoire du littoral. En outre, l'approche paysagère souvent consensuelle et plus compréhensible que l'écologie est un atout majeur dans une communication auprès des populations locales, des élus et du grand public. L'approche sensible privilégie la reconnaissance sensible du territoire et de son environnement, dont les termes sont définis dans le guide méthodologique sur le paysage publié par le Conservatoire du littoral en 2013 ([lien](#)). Le prestataire devra pleinement s'imprégner de ce guide ainsi que des études de M Folléa, V Miramand afin de réaliser le diagnostic paysager qui vise aussi à explorer et comprendre le passé du site, ses composantes actuelles et les évolutions à venir.

Le prestataire devra à la fois reconstituer l'archéologie du paysage et des usages traditionnels qui l'ont façonné à l'aide d'archives (textes, iconographie, cartes) mais aussi constater les réalités présentes (cartes des structures d'organisation de l'espace, des textures de végétation, géologiques, IGN, morphopédologique...) et anticiper les mutations futures (bilans historiques, hypothèses, comparaisons...) avec des variations en fonction des secteurs concernés.

Les éléments essentiels constituant et structurant le paysage seront mis en exergue.

Cette description sensible des paysages, très illustrée, devra être composée de photographies et de croquis commentés qui retracent un trajet de paysage d'une entité paysagère à l'autre, en s'attachant à nommer correctement les lieux (toponymie). Elle est complétée si possible par des citations littéraires parlant des lieux ou évoquant des ambiances proches.

Cette phase peut comprendre l'organisation de visites du site avec les principaux protagonistes de sa gestion.

### **b. Approche foncière et réglementaire :**

Le prestataire devra, à cette étape, bien localiser le site et ses limites, et l'introduire dans son contexte administratif et réglementaire. Il signalera les propriétés publiques autres que celles du Conservatoire du littoral mais gérées en cohérence. Il analysera la composition du territoire (type de propriétaires, structure parcellaire, ...) pour anticiper les acquisitions à venir dans le cadre de la stratégie à long terme de l'établissement 20215-2050.

Il évoquera également les parcelles dont l'intégration au périmètre d'intervention est en réflexion.

Le prestataire fera également le point sur le contexte réglementaire du site en identifiant notamment les contraintes pour la gestion et l'aménagement du site :

- Protections réglementaires et documents opposables ;
- Servitudes d'utilité publique et autres réglementations spécifiques ;
- Inventaires et protections existants
- Documents stratégiques à l'échelle du territoire.

Les éléments recueillis feront l'objet d'une traduction cartographique à des échelles et sur des fonds adaptés.

Le prestataire proposera une analyse de la pertinence d'évolution des éléments réglementaires.

### **c. Approche du milieu physique :**

Les thématiques suivantes : contexte climatique, relief et topographie, contexte géologique, pédologie, réseau hydrographique, seront évoquées en lien avec le fonctionnement écologique du site et son évolution future. Ces relations devront être clairement énoncées et compréhensibles pour un public non spécialiste.



#### d. Approche écologique et connaissance du patrimoine naturel terrestre (floristique, faunistique et des habitats):

- **Connaissance des habitats :**

Une appréciation de l'état de conservation des habitats devra être réalisée. L'évolution historique des milieux, les tendances actuelles, les atteintes et menaces devront être clairement énoncées. Les analyses pourront être utilement illustrées par des coupes.

- **Connaissance de la flore patrimoniale :**

Il s'agira d'exploiter les éléments de bibliographie rassemblés, de s'appuyer sur les éléments connus du site notamment un état des lieux des boisements réalisé fin 2024, et de récupérer les données auprès des partenaires. Seront prises en compte les espèces de la directive « Habitats », les espèces protégées (au niveau national et régional), les espèces rares et menacées, les espèces endémiques, les espèces déterminantes ZNIEFF ainsi que celles inscrites à la liste de vigilance du Conservatoire du littoral qui sera transmise au moment de la commande.

- **Connaissance des espèces invasives :**

Il s'agira d'exploiter les éléments de bibliographie, de s'appuyer sur les éléments connus du site et de récupérer les données auprès des partenaires. Un report cartographique sera effectué.

- **Approche faunistique :**

Il s'agira de récupérer les données auprès des différents partenaires, d'analyser l'ensemble des données et d'appréhender les modifications en termes d'évolution des populations.

**Le prestataire identifiera les inventaires et études naturalistes complémentaires à réaliser dans le cadre de la mise en œuvre du plan de gestion si nécessaire.**

La qualité des données récupérées, exploitées et livrées (données identifiées, transmissibles et compatibles avec le standard du SINP/INPN) est indispensable. Afin de simplifier les opérations de traitement des données, le cadre de saisie des données sera transmis au prestataire au moment de la commande. Seront recherchées en priorité les données concernant les listes de vigilance habitat-faune-flore de l'établissement. Les données naturalistes devront être restituées selon le cadre de l'ANNEXE 2.

#### e. Approche historique et culturelle:

L'approche historique vise à synthétiser les données relatives aux patrimoines archéologique et historique du site disponibles. Le prestataire recensera les éléments du patrimoine humain connus et protégés (monuments historiques, sites archéologiques, édifices d'intérêt inventoriés et petit-patrimoine). Les éléments recueillis feront l'objet d'une traduction cartographique à une échelle et sur un fond adapté.

Cette approche comprend également la prise en compte du patrimoine culturel lié à la mémoire du site. Le prestataire s'attachera ainsi à raconter l'histoire des lieux. Il devra à la fois reconstituer l'archéologie du paysage et des usages traditionnels qui l'ont façonné à l'aide d'archives (textes, iconographie, cartes).

Dans le cadre de ce projet, il est particulièrement attendu que soit réalisé, à partir des études sur les cabanes existantes, une analyse de l'intérêt de conservation ou non en identifiant les impacts des occupations des cabanes sur l'espace naturel boisé, ainsi que la gestion induite par ces occupations

#### f. Approche socio-économique : connaissance des usages et perception sociale

Le prestataire apportera un diagnostic précis des usages et des activités sur le site afin d'en dégager les atouts mais aussi les effets de tous ordres sur l'image du site et la conservation des habitats et des espèces.

Le prestataire identifiera les usages et les principales pratiques existants sur le site :

- fréquentation de loisirs et touristique et modalités (rappel des dispositifs d'accueil et de stationnement);
- usages sportifs
- usages passés et actuels.

Le prestataire répertoriera les installations existantes (réseaux, sites pétroliers, équipements touristiques, ...) sur les sites du périmètre d'étude et les projets d'urbanisation, de réseaux, de reconstruction et d'artificialisation dans le périmètre d'étude en analysant les impacts directs et indirects (y compris par rapport aux risques incendie). Les conséquences sur le paysage actuel et futur seront à identifier.

Il fera ressortir éventuellement les conflits d'usages des sites y compris ceux générés par des acteurs voisins. Les données de fréquentation dont disposent le gestionnaire seront analysées. De manière générale, toute information décrivant le niveau des pratiques sera synthétisée.

Les éléments recueillis feront l'objet d'une **traduction cartographique des activités humaines** à des échelles et sur des fonds adaptés.

Cette phase comprend également une analyse de la gestion en place sur le site de la dune du Pilat. Le prestataire évaluera notamment le coût des opérations de gestion engagées sur l'espace d'accueil et l'emprise des propriétés du Conservatoire ces dernières années.

Enfin, le prestataire devra apprécier l'importance du site dans la vie locale et analyser la dynamique territoriale dans laquelle le site s'inscrit (usages de l'espace, fréquentation, acteurs du site, projets transversaux) et les attentes des populations locales concernant le projet de site.

L'approche socio-économique sera également analysée à une échelle plus large en considérant le site dans son territoire. Cette échelle permettra d'une part de mettre en rapport les sites du Conservatoire entre eux et avec les différentes démarches de planification territoriale ainsi que les éventuels autres espaces naturels protégés et d'autre part de considérer des questionnements plus globaux (changement global par exemple).

Les pressions et facteurs qui influencent les enjeux écologiques seront à étudier et à cartographier. L'identification de ces menaces montrera par la suite, comment les mesures établies par le plan de gestion permettent de pallier ces impacts.

Les facteurs d'influence sur lesquels le comité de pilotage n'aura pas de prise directe à l'échelle de son territoire (changements globaux, facteur dépendant d'autres politiques ou territoires, etc.) seront notifiés.

Pour assurer un cadre cohérent entre tous les espaces protégés, le nouveau référentiel typologique sur les pressions, paru en 2023, sera utilisé : <https://naturefrance.fr/caret-le-centre-dadministration-du-referentiel-technique-du-sib>.

### 3. Caractérisation et priorisation des enjeux des sites

A partir de l'ensemble des données précédemment collectées et de la connaissance des gestionnaires et partenaires de la gestion, le prestataire aura pour mission d'identifier, de caractériser et de prioriser les enjeux du site. Ils seront mis en évidence au regard des quatre critères présentés ci-dessous :

- ▶ Enjeux écologiques d'importance et des pressions dont ils font l'objet
- ▶ Enjeux de conservation (patrimoine naturel, paysager et historique) ;
- ▶ Enjeux liés aux usages (loisirs, chasse, etc.) ;
- ▶ Enjeux de valorisation (définir les modalités d'accueil et de fréquentation)
- ▶ Enjeux de connaissance (réponses aux manques et organisation de l'acquisition des données).

Les enjeux identifiés seront argumentés et classés par ordre de priorité selon leur degré d'importance. La méthodologie de priorisation des enjeux écologiques, explicitée dans les Cahiers techniques n°88 (Guide d'élaboration des plans de gestion des espaces naturels) pourra être utilisée comme exemple.

L'ensemble de cette réflexion et la définition des enjeux doivent être en cohérence avec la stratégie à long terme de l'établissement.

## B- DEFINITION DU PROJET DES SITES

---

*Objectif : confirmer la vocation du site*

*Le projet pour le site et les orientations stratégiques qui en découlent, constituent le cœur du plan de gestion résultant des étapes de diagnostic et de définition des enjeux et des pressions préalablement conduites.*

### 1. Identification des orientations stratégiques

Les orientations stratégiques définissent l'ambition pour les sites, les grands axes du projet de sites, les intentions de gestion. Elles donnent le cap sur lequel les acteurs du territoire auront à s'accorder. Leur définition doit être partagée et leur rédaction particulièrement soignée dans un souci de communication et d'appropriation par les acteurs.

Elles n'évoluent théoriquement pas ou peu avec le temps, contrairement aux objectifs opérationnels qui sont souvent définis pour un pas de temps donné et peuvent être ajustés lors des exercices d'évaluation partagée.

Le prestataire proposera au Conservatoire du littoral et aux comités de gestion des orientations stratégiques :

- en cohérence avec les prescriptions supra-sites existantes ;
- répondant explicitement aux enjeux identifiés et exprimant clairement les buts à atteindre ;
- s'attachant à considérer particulièrement : la préservation paysagère du site, la préservation du patrimoine naturel, les fonctionnalités connues, les évolutions du site et de l'usage du site à l'avenir (partage et destination de l'espace, dynamique naturelle) ;
- prévenant les menaces ;

- cherchant à résorber les dysfonctionnements ;
- seront également considérés les usages et projets sur le patrimoine bâti du site.

Le classement en Natura 2000 impose d'avoir pour objectif à long terme l'atteinte du bon état de conservation des enjeux écologiques.

## **2. Des dimensions majeures à prendre désormais en compte de façon transversale**

### **✓ Inscrire le projet de site dans le territoire**

Les documents de planification de gestion sont majoritairement conçus à l'échelle de sites individuels, parfois indépendamment des problématiques des sites voisins. Il y a de plus en plus nécessité de considérer les sites à des échelles plus larges, en tant qu'éléments d'une trame littorale (A ce titre, les unités littorales 1 ou autres ensembles cohérents comparables, peuvent définir un cadre territorial approprié pour appréhender les enjeux à long terme de préservation et de gestion du littoral). En outre, l'échelle d'étude « supra » permet d'une part de mettre en rapport les sites du Conservatoire entre eux et avec les différentes démarches de planification territoriale (SCoT, SAGE, PAPI, PNM...) ainsi que les éventuels autres espaces naturels sous protection (RN, Natura 2000, CEN, plans d'aménagement forestier...) et d'autre part de prendre en compte des questionnements plus globaux (changement global et gestion du trait de côte par exemple).

### **✓ Développer la naturalité dans les modes de gestion**

La recherche de sites se rapprochant le plus possible de fonctionnements et d'ambiances naturels fait partie des valeurs du Conservatoire, mais elle se heurte à un certain nombre de résistances : approche normative et fixiste de la protection de la nature, image négative de la friche, pression d'aménagement pour l'accueil, ... Il convient donc de renforcer le discours sur ce sujet, qui peut concourir également à conforter des modes de gestion économes

La naturalité est un véritable enjeu pour le Conservatoire, qui nécessite des efforts importants. Les efforts sont à fournir, avec d'autres au premier rang desquels les gestionnaires de sites, en matière de pédagogie et de conviction en direction de nos pairs et de nos partenaires, afin de développer l'acceptabilité sociale d'une non-intervention sur certains espaces où l'évolution spontanée des écosystèmes est à favoriser (forêt, estuaire...).

### **✓ S'interroger sur les impacts du changement climatique**

Certains impacts liés au changement climatique comme ceux concernant la modification des répartitions géographiques des espèces végétales et animales, les risques naturels, peu visibles, peuvent pourtant conduire à de nouveaux équilibres. Les actions qui concernent l'amélioration des connaissances et l'expérimentation de nouvelles formes de gestion nécessitent d'être conduites en relation étroite avec les autres acteurs sur le littoral (Collectivités territoriales, gestionnaires d'espaces naturels, ONF...).

### **✓ Valoriser le rôle sociétal des sites**

Les missions environnementales et patrimoniales du Conservatoire sont appréhendées depuis longtemps et bénéficient d'une expérience importante. Celles relatives à la satisfaction de besoins sociétaux sont en général limitées à l'aménagement pour l'organisation de la fréquentation, parfois le développement de structures d'accueil pour la pédagogie à l'environnement ou encore l'accessibilité des sites aux personnes atteintes de handicap.

Ces dimensions sont essentielles, elles devraient être davantage valorisées et, toujours dans la limite de la sensibilité des sites, s'ouvrir encore plus à d'autres besoins comme la participation aux politiques de santé et de bien-être, l'insertion sociale et professionnelle ou les loisirs de nature favorisant la découverte sensible des sites. Dans de nombreuses régions le front périurbain se densifie autour des espaces littoraux restés naturels. Les modalités d'accueil du public évoluent avec les nouveaux modes de fréquentation (notamment le développement des sports de nature) et les attentes d'un public toujours plus citoyen.

Ces différentes dimensions conduisent parfois à l'installation d'équipements spécifiques qui peuvent avoir des impacts importants et ne peuvent être envisagés sur l'ensemble des sites. Par exemple, l'opportunité d'accueil des personnes à mobilité réduite doit être pensée non à l'échelle de sites individualisés, mais d'un réseau de sites. Ces questions nécessitent de rester particulièrement vigilant à l'intégrité des sites et doivent s'inscrire dans une réflexion plus large d'aménagement du territoire.

---

<sup>1</sup> En 2013, le Conservatoire du littoral a identifié le long des rivages français 150 unités littorales définies à partir de critères géomorphologiques, écosystémiques, historiques et socio-économiques.

Pour accompagner la réflexion sur les questions d'accessibilité, le Conservatoire avec l'aide de Rivages de France et de l'Association des paralysés de France a publié en 2010 un guide méthodologique proposant notamment des solutions techniques pour rendre les sites et les prestations proposées par les animateurs nature accessibles au plus grand nombre.

#### ✓ Les enjeux du développement durable

L'intégration des enjeux du développement durable dans la gestion des sites est essentielle notamment vis-à-vis du grand public et des partenaires de gestion qui identifient le Conservatoire comme un acteur majeur de l'action environnementale au niveau national.

En 2010, le Conservatoire a participé aux côtés de la LPO à la réalisation d'un guide méthodologique pour la mise en place d'un système de management environnemental (SME) sur les espaces naturels. Il est nécessaire que les acteurs de la gestion s'approprient cette démarche et en adaptent les grands principes au niveau des sites.

## C - DEFINITION DU PLAN D'ACTIONS PAR SITE 2026-2034

---

*Objectif : Identifier les opérations sur différents pas de temps qui permettent d'atteindre les objectifs fixés.*

*Le plan de travail s'adresse principalement aux gestionnaires et doit être établi en étroite collaboration avec eux. Il est adapté en fonction des besoins et de la capacité de mise en œuvre des gestionnaires.*

La troisième phase du plan de gestion a pour objectif de traduire le projet pour les sites et les orientations stratégiques, en objectifs opérationnels puis en actions. Il s'agit du qui fait quoi.

### 1. Etablissement des objectifs opérationnels

Les objectifs opérationnels sont la déclinaison pratique des grandes orientations stratégiques. Ils définissent clairement ce que l'on doit faire. Définis pour une **période de 8 ans**, ils pourront être reconduits, amendés voire abandonnés lors des évaluations intermédiaires en fonction des nouvelles connaissances éventuellement acquises et des évolutions constatées. Ces objectifs doivent être en nombre limité, spécifiques au site, rédigés de façon explicite de manière qu'ils soient évaluable. Ils doivent également être réalistes et adaptés à la capacité d'intervention des gestionnaires.

Les objectifs opérationnels déclinant les enjeux identifiés dans le plan de gestion seront classés en deux catégories : ceux qui permettent d'éviter une dégradation de l'enjeu écologique (approche préventive) et ceux qui permettent une amélioration de l'état jugé dégradé (approche curative/réparatrice).

Ils sont complétés par deux volets : un « cahier de terrain » décrivant les interventions de gestion courantes (exemple entretien et surveillance) et le programme des projets d'aménagement et actions plus ponctuelles à mettre en œuvre.

Les objectifs doivent être définis pour les parcelles acquises, les parcelles en périmètre d'intervention mais également de façon théorique pour les parcelles dans le périmètre d'intervention potentiellement étendu pour assurer une cohérence écologique et paysagère (autant que leur accès rendra cette définition possible).

Les objectifs opérationnels devront à minima apporter une réponse (levier d'action) face à chaque pression, menace ou facteurs qui influencent l'état écologique et paysager des différents compartiments de l'écosystème du site.

Dans le cadre de cette étude, il est notamment particulièrement attendu de définir :

- Les impacts du changement climatique et de la mobilité de la dune,
- Les évolutions paysagères notamment avec la régénération naturelle des boisements,
- Le volet culturel et patrimonial en particulier avec la fonction possible des cabanes et l'esprit des lieux.
- Les actions de gestion que l'impact de l'occupation des cabanes et la mitoyenneté avec l'urbanisation et des infrastructures sur l'espace naturel boisé impliquent, notamment en matière de mesures de lutte contre les incendies,
- Les objectifs permettant de favoriser les continuités écologiques et la régénération naturelle sur l'ensemble du site,
- Un projet d'ouverture du public sous la forme de :
  - o cheminements forestiers dépassant les limites du site et reliant les différents sites du Conservatoire ainsi que les gares de La Teste et d'Arcachon,
  - o espaces à observer sans pénétration humaine,
- Des zones potentielles de libre évolution,



- L'aménagement paysager et la mise en valeur en cohérence avec l'esprit de grandeur des sites par une sobriété et un effacement, en particulier vis à vis du niveau des occupations (fréquentation touristiques, demandes d'usages,...)
- Un diagnostic foncier et d'identifier les maitrises foncières à réaliser.

Le prestataire devra identifier les porteurs de projet ou maitres d'ouvrages potentiels pour ces objectifs. Il précisera dans le plan de gestion les objectifs nécessitant un arrêté municipal ou préfectoral pour être atteints.

**Au vu de la diversité de la maitrise foncière des différents secteurs qui composent le territoire d'étude, le plan de gestion proposera des niveaux de rendus adaptés sur chacun des sites.**

## **2. Le programme des projets d'aménagement et actions ponctuelles à mettre en œuvre**

Le programme sera élaboré en lien avec les partenaires de la gestion.

Le plan opérationnel d'actions devra distinguer :

- les opérations à court terme avec une cartographie,
- les actions d'aménagements lourds ou bâtis définies dans leur principe ;
- les actions de gestion définies dans leur principe, accompagnées des prescriptions et recommandations pour leur mise en œuvre, avec renvoi vers le plan annuel d'intervention pour le détail des modalités pratiques.

Les opérations d'aménagements seront chiffrées et feront l'objet d'une planification temporelle qui devra tenir compte des possibilités de financement (sources de financement et planification budgétaire) et des partenaires possibles et d'un pas de temps réaliste pour chacune des opérations.

Avec la réduction des crédits publics, la question des coûts de fonctionnement et d'investissement supportables est de plus en plus prégnante.

Il est aujourd'hui essentiel de pouvoir évaluer le juste coût d'une gestion adaptée c'est-à-dire qui réponde précisément aux objectifs fixés en matière de gestion et de privilégier le cas échéant des modes de gestion économe. Le choix des objectifs, les projets d'aménagement et les modalités de gestion font partie intégrante du projet de territoire et doivent être chiffrés afin d'opérer, selon les moyens disponibles, les arbitrages nécessaires quant à leur réalisation :

- Adapter le volume du projet et son contenu au niveau des enjeux identifiés ;
- Se concentrer sur les actions essentielles, définies comme clés dans le projet de site ;
- Privilégier la sobriété dans le choix des équipements et aménagements.

Le prestataire devra établir un programme d'éventuelles acquisitions et mesures de protection complémentaires chiffrées et cartographiées.

Les propositions seront détaillées sur le plan technique, réglementaire et financier dans des fiches actions et cartographie associée dont le modèle sera défini avec le Conservatoire.

## **3. Un plan d'intervention annuel ou « cahier de terrain »**

Un plan d'intervention annuel regroupant les actions de gestion courante devra être réalisé.

Les actions identifiées seront présentées sous forme de fiches techniques, pratiques, simples, directement exploitables par les acteurs de la gestion. Les actions seront illustrées et cartographiées. Elles préciseront les missions, compétences et moyens humains nécessaire pour mettre en place la gestion ainsi que les partenaires possibles et les contractualisations éventuelles.

Le coût annuel (financier et humain) des opérations de gestion courante sera évalué.

## **4. Suivi et évaluation des objectifs et des actions**

L'évaluation partagée associe le Cdl-proprétaire, le (ou les) gestionnaire(s) du site et les partenaires de la gestion et peut être conduite dans le cadre des comités de gestion des sites. L'objectif consiste avec ces acteurs, à identifier les enjeux, les constats et les axes de progrès de la gestion.

### Objectifs

Le prestataire proposera des suivis (existants ou à déployer) pour évaluer l'atteinte des orientations stratégiques (par exemple, suivi écologique pour une orientation de préservation d'un compartiment de l'écosystème ou suivi de la fréquentation à terre pour une orientation d'accueil du public).

Le prestataire proposera aussi des suivis (existants ou à déployer) pour évaluer l'atteinte des objectifs opérationnels.

Dans la mesure du possible, des indicateurs seront proposés.

#### Actions

Le prestataire définira, pour chaque action, des suivis et des indicateurs (de moyens et de résultats) facilement mobilisables permettant le suivi et l'évaluation de la mise en œuvre des actions (réalisation des actions, bilan financier) et des résultats obtenus (efficacité de l'action aux regards des objectifs opérationnels).

L'objectif consiste à identifier les enjeux, les constats et les axes de progrès de la gestion.

Ces indicateurs devront pouvoir être utilisés à mi-parcours afin de permettre la révision du programme des opérations. L'objectif est de pouvoir à tout moment actualiser, annuler, réajuster ou pérenniser l'action.

Ces documents doivent être produits selon le modèle fourni par le Conservatoire du littoral et intégrés au plan de gestion.

## **IV – Méthodes de travail**

---

Le Conservatoire souhaite obtenir un plan de gestion avec un volet paysager réalisé en étroite concertation avec le gestionnaire, les partenaires et les acteurs locaux concernés. La complexité de ce territoire résulte des multiples démarches et interventions existantes, des nombreux acteurs publics et privés avec des enjeux parfois contradictoires, des spécificités juridiques et foncières tout en ayant une pression médiatique exceptionnelle en raison de son attractivité.

**Le Conservatoire souhaite une concertation exemplaire contribuant à assurer une lisibilité du projet et de son action en portant une attention particulière sur la méthodologie de concertation proposée à chacune des étapes d'élaboration du plan de gestion. Le Conservatoire souhaite établir ce plan de gestion en s'appuyant sur des échanges participatifs et des interactions avec les démarches et outils de planification et de gestion sur les territoires voisins. ?**

Toutefois, au vu de la taille du territoire étudié, le Conservatoire souhaite disposer de rendus concis et d'un plan de gestion opérationnel.

Le prestataire travaillera en étroite collaboration avec la délégation Aquitaine du Conservatoire du littoral, le syndicat mixte de la grande dune du Pilat, gestionnaire du site de la dune du Pilat, la commune de La Teste de Buch, le Département de Gironde, l'ONF et les services de l'Etat. Il prévoira des contacts aux moments clés suivants :

- au démarrage : visite du site, transmission de données, enrichissement de l'état des lieux ;
- à l'issue de l'état des lieux : échange sur les problématiques et les enjeux ;
- à la préfiguration des objectifs à long terme /orientations stratégiques et des objectifs opérationnels ;
- à la finalisation des actions : intégration des recommandations et des prescriptions.

Le prestataire prévoira sa participation à plusieurs réunions des comités de pilotage, pour lequel il assurera la présentation (powerpoint) du travail qu'il mène, les apports techniques, le bilan post-réunion et la rédaction du compte-rendu. L'animation sera assurée en lien avec le Conservatoire du littoral et les gestionnaires qui assureront la mobilisation des acteurs, les propositions, la relecture du compte-rendu.

Le bureau d'étude mettra à disposition du Conservatoire et des gestionnaires, les éléments nécessaires pour la préparation des réunions, 2 semaines avant.

Le prestataire prévoira également sa participation pour chacun des sites aux différents temps de validation et d'échange. aux comités de gestion (1/an).

Liste indicative minimale (à préciser par le bureau d'étude dans sa note méthodologique) :

- Comité de gestion (1/an)
- Comité de pilotage 1 : présentation de la méthodologie d'élaboration du plan de gestion, présentation de l'état des lieux, du diagnostic,
- Comité de pilotage 2 : rappel du diagnostic, présentation des enjeux et des orientations stratégiques
- Comité de pilotage 3 : présentation des objectifs opérationnels, des actions et validation du plan de gestion

Des phases formelles et informelles seront prévues pour réunir les différents acteurs, institutionnels et locaux, au sein d'instances adéquates, pour discuter, débattre et aboutir enfin à la proposition de solutions co-construites. Ces temps d'échanges peuvent être estimés à 7 moments formels comme indiqué ci-dessus et environ 2 à 3 temps informels entre chaque étape clé de la démarche. Le candidat est invité à proposer et expliquer le nombre de temps de réunion et d'échange dans sa candidature.

Le processus d'élaboration du plan de gestion devra donc intégrer :

- des phases formelles de concertation qui se déroulent au sein de l'instance de gouvernance qu'est le comité de gestion du site et des groupes de travail thématiques ou géographiques ;
- de la communication informelle, qui nourrit aussi la concertation : rencontres, courriels, discussions téléphoniques...

La concertation doit répondre aux quatre objectifs ci-contre :

**Les enjeux de la concertation**

**Renforcer la démocratie locale :**

- respecter les droits d'expression et de participation du citoyen ;
- renforcer les bases de la démocratie représentative : les élus prennent les décisions de manière éclairée ;
- créer des liens sociaux.

**Optimiser l'action publique et décider dans l'intérêt général :**

- mobiliser le vécu de l'acteur local ;
- gagner du temps et de l'argent en évitant les erreurs et remises en cause ;
- adapter l'action aux besoins locaux.

**Faciliter l'appropriation et faire adhérer :**

- responsabiliser l'acteur local par l'échange de savoirs et la co-construction ;
- créer une dynamique favorable par la prise en compte des différents intérêts ;
- limiter les réactions de rejet.

**Surmonter les conflits :**

- en choisissant de les gérer plutôt que de les occulter ;
- en cherchant à réduire le contentieux.

*(source : Territorial éditions)*

### **Repérer les parties prenantes**

Il s'agira d'associer un public le plus large possible : les représentants des institutions, les gestionnaires du territoire, la population et les experts pour élaborer le plan de gestion et plan paysager mais également pour l'accompagner dans l'acceptation du changement et de la stratégie du Conservatoire du littoral.

- Les représentants des institutions : Cette catégorie regroupe les représentants des services de l'Etat (DDTM, DREAL, DIRM, DDCSPP), ceux des établissements publics comme l'OFB, l'ONF, le DFCI, l'agence de l'eau, les collectivités locales (mairie de La Teste de Buch, CD33, Région NA). Ce sont des relais d'information et certains jouent le rôle de personnes ressources techniques ou politiques, voire d'experts.

- Les gestionnaires et usagers du territoire : Sont regroupés sous cette appellation les acteurs et groupes d'acteurs qui ont un impact direct sur la gestion du territoire par leurs décisions ou par leurs actions. Il s'agit des élus locaux, des représentants de la Forêt usagère, des propriétaires forestiers, des acteurs professionnels du tourisme (OT, campings...), des structures d'usagers du territoire : chasse, sport de nature, archéologie etc.

- Les experts scientifiques et techniques : Ils peuvent être extérieurs au territoire ou en être résidents. Leur mission consiste à apporter toutes les connaissances techniques ou scientifiques nécessaires à la démarche qu'ils viennent appuyer. Ils doivent être aussi présents de manière ciblée pour apporter les connaissances dont ils disposent au sein des groupes de travail, pour faciliter la compréhension des enjeux et l'émergence des propositions les plus pertinentes. Il est important d'intégrer au plus tôt les acteurs locaux pouvant apporter leur propre expertise, souvent très pertinente car issue de la connaissance de terrain.

- La population : L'établissement d'une communication avec les usagers du site est important, en raison notamment des impacts de l'incendie de 2022 et des abattages liés à l'attaque du scolyte. Le prestataire doit donc rapidement réfléchir aux moyens à développer pour les informer sur les modes de gestion et les expérimentations décidées afin de les accompagner dans l'acceptation du changement et la compréhension des actions et des conséquences sur le paysage.

### **Démarrer la concertation le plus tôt possible**

Les difficultés d'appropriation seront amoindries et les frustrations évitées si dès le départ les différents besoins et avis sont pris en compte.

Il conviendra également d'assurer un retour d'information régulier, en témoignant que le dialogue est bien ouvert et non à sens unique. L'ensemble des documents produits sera mis à disposition des acteurs, par exemple sur une plate-forme accessible en ligne.

### S'assurer de la compréhension pour une bonne appropriation

Il s'agira de bien adapter les éléments de langage et, à l'inverse, faire l'effort de chercher à comprendre, pour susciter l'adhésion et la co-construction.

**Le prestataire devra présenter de manière détaillée la méthodologie prévue pour mener à bien le projet de manière concertée. Il devra en particulier présenter sa méthodologie de travail avec les acteurs locaux aux différents stades du projet.**

## **V – Rendus**

---

### 1. Structure générale du document à produire :

Le plan de gestion produit, afin qu'il soit appropriable et utilisable par tous, doit être le plus attractif et clair possible. (maximum 100 pages) **Sa lecture devra être aisée et sa présentation synthétique. Il doit être précis, concis et aisément compréhensible.** L'objectif de ce document est de servir d'outil de référence, utilisable au quotidien, par les gestionnaires et le Conservatoire.

Le plan de gestion peut être produit sous la **forme de fiches thématiques** selon un format A4, abondamment illustrées, regroupées dans un classeur et couvrant les éléments suivants :

- le diagnostic patrimonial avec les onglets thématiques suivant :
  - + la reconnaissance paysagère
  - + le statut foncier, les protections et réglementations
  - + le cadre physique
  - + la biodiversité : habitats, faune, flore
  - + les changements climatiques et leurs impacts,
  - + l'histoire du site et les pratiques passées, notamment les cabanes
  - + les usages contemporains et la perception sociale
  - + la définition des enjeux et des pressions, voire des menaces,
  - + le bilan des premiers aménagements et de la gestion en place en lien avec les outils existants
- le projet pour le site :
  - + les orientations stratégiques à l'échelle du site et des unités de gestion (espace ou groupe d'espace similaires géré avec les mêmes modalités sur l'ensemble de sa surface), leur synthèse
- le plan d'actions avec :
  - + le + les objectifs opérationnels à l'échelle du site
  - + des fiches actions détaillant le programme d'actions
  - + des indicateurs d'évaluation
- un cahier de terrain détaillant le plan d'intervention annuel de gestion à destination des gestionnaires.

Un tableau récapitulatif, appelé tableau d'arborescence dans la méthode CT88, regroupera les éléments suivants : Orientation stratégique ou objectif à long terme (+ suivi d'évaluation) => Enjeux écologiques (ou de conservation) => pressions/menaces => objectif opérationnel (+ suivi d'évaluation) => mesure (+ suivi d'évaluation). Le prestataire trouvera un modèle dans le CT88 et pourra s'inspirer de tableaux insérés dans des plans de gestion rédigés selon les préconisations de ce dernier.

En raison de l'importance du paysage pour ce site, il sera attendu un rendu sous la forme d'un schéma d'intentions paysagères selon le recueil d'expériences édité en 2022 et la légende des SIP.

La cartographie devra être un élément essentiel des documents à fournir (cf annexe 3). Les cartes seront établies selon les prescriptions suivantes :

- choisir le fonds cartographique le plus adapté au thème à présenter et à l'échelle (orthophotoplan : 1:5 000 - 1:2 000 ; cadastre : 1:5 000 - 1:2 000 ; scan 25 : 1:25 000 - 1:10 000)
  - définir des cadrages de références à respecter tout au long du document
  - respecter une charte graphique simple, définie avec la délégation.
- Les cartes seront également fournies dans leur format d'origine.

Le plan de gestion sera livré en quatre exemplaires papier, en couleurs, ainsi que sous version informatique (voir ci-dessous) livrées sur clé USB.

La présentation des documents portant mention du Conservatoire du littoral respectera la charte graphique de l'Établissement (à disposition). La page de couverture portera également les logos des gestionnaires et de Natura



2000, ainsi que le nom du site du Conservatoire du littoral et l'année d'élaboration. Seul le plan d'actions sera caractérisé pour une période (8 ans), soit 2026-2034.

A noter qu'un document de communication sur le plan de gestion sera réalisé par une Agence spécialisée en communication environnementale chargée de traiter l'ensemble des plans de gestion produits par l'établissement. Ce document de 4 à 8 pages a une vocation principalement pédagogique et de vulgarisation du contenu technique du plan de gestion.

Le prestataire pourra être sollicité pour fournir des éléments pour ce travail ou pour relecture experte du document avant BAT.

## 2. Spécifications concernant les données numériques :

Les éléments textes et tableaux seront réalisés sous les logiciels suivants : Word et Excel pour PC.

Les éléments graphiques et compositions (infographie) devront être réalisés sous la suite Adobe (PC).

Les fichiers Images devront être enregistrés et livrés aux formats : Tiff, Jpeg ou Eps. Les photos et illustrations seront libres de droit pour toute utilisation, exceptée commerciale (cf. § II.4).

Les documents cartographiques numériques devront être réalisés sous S.I.G : Arc-View 10 (shp. shx. dbf.)

L'ensemble des données produites devra être structuré et regroupé sous la forme d'une base de données de type SIG selon les normes internationales (ISO 19115) et être intégrable au logiciel ArcView 10. Les clauses techniques relatives aux productions de données SIG sont présentées dans l'annexe n°3 du présent cahier des charges.

Le mode de restitution des bases de données naturalistes doit répondre au protocole détaillé dans l'annexe n°2 (standard du SINP). Afin de simplifier les opérations de traitement des données, le cadre de saisie des données est transmis au prestataire au moment de la commande.

## **V I – Compétences de l'équipe**

---

La candidature devra disposer des compétences suivantes au sein de l'équipe :

Indispensables :

- Paysage
- Connaissances forestières en boisement couvert continu,
- Connaissances naturalistes,
- Connaissances des milieux dunaires et littoraux (avancée dunaire, recul du trait de côte, géomorphologie, ...)
- Historien
- Sociologue
- Médiation, concertation et communication de projet,

Appréciables :

- Connaissances du patrimoine culturel
- Gestion des usages et des comportements humains,
- Juridiques.

## **V I – planning prévisionnel du déroulement de l'étude**

Le démarrage des missions du bureau d'études est envisagé pour fin d'année 2025 avec une signature du plan de gestion au plus tard en juin 2027. Pour rappel la période électorale de mars 2026 impose un devoir de réserve de certains acteurs, à prendre en compte dans la proposition de planning.

ANNEXE 1 – DOCUMENT DE REFERENCE « PLANS DE GESTION DES SITES DU  
CONSERVATOIRE DU LITTORAL » (EN PJ)

## ANNEXE 2 – ELEMENTS DE RECOMMANDATION POUR LA CARTOGRAPHIE ET LA SAISIE DES DONNEES NATURALISTES, D'USAGES, DE PRESSION etc

Dans le cadre de ces missions, le Conservatoire du littoral mène ou commande chaque année de nombreuses études sur ses sites, il acquiert ainsi de nombreuses données naturalistes. La rédaction et l'utilisation systématique d'une charte cadrant la saisie des données naturalistes semble être un outil indispensable pour garantir la qualité et l'homogénéité des données.

La présente annexe fournit un ensemble de recommandations à suivre pour la constitution des bases de données cartographiques d'observations naturalistes livrables au Conservatoire du littoral. En cas de besoin, et pour intégrer au mieux les spécificités du milieu marin (par exemple, typologies des habitats marins différentes des référentiels terrestres), le service géomatique de l'OFB pourra apporter un appui technique en lien étroit avec le service géomatique du Conservatoire.

### Conditions de saisie des données sous formats informatique et cartographique

#### ★ *Système de références planimétrique et altimétrique*

- L'ensemble des données planimétriques produites par le prestataire seront fournies dans le système géodésique légal Lambert 93 étendu.
- La saisie des données sera effectuée dans le même système de projection conformément au décret N° 2006-272 du 3 mars 2006 portant sur la définition des systèmes de références géographiques et planimétriques ainsi qu'altimétriques.
- L'ensemble des données altimétriques produites par le prestataire seront fournies dans le système d'altitude NGF/IGN78 (altitude normale) pour la Corse.
- L'unité des données sera obligatoirement le mètre.

#### ★ *Condition de précision*

☞ Les moyens qui seront mis en œuvre par le prestataire pour la saisie des données (digitalisation, scannerisation, acquisition GPS,...) permettront d'obtenir la précision conforme aux exigences du CCTP.

Sauf accord préalable du Conservatoire du littoral, la précision des données devra être :

- Entre le 1/5 000<sup>ème</sup> et le 1/10 000<sup>ème</sup> pour la saisie ;
- 1/10 000<sup>ème</sup> pour la restitution des données.

### Représentation graphique des données

~~Le~~ Le prestataire utilisera des signes et des couleurs conventionnels pour la représentation graphique des

### Structuration des données

#### ★ *Structure des couches*

La structure des couches doit être administrée selon les principes suivants :

- Chaque couche de données sera indépendante et contiendra un seul type géométrique d'objet (ponctuel ou linéaire continu ou surfacique). La totalité des données recueillies devra être retranscrite sur une des couches de données.
- Les couches de données naturalistes à créer sont les suivantes :
  - Synthèse des observations de faune : couche ponctuelle
  - Synthèse des observations de flore patrimoniale : couche ponctuelle
  - Synthèse des observations des espèces végétales exotiques envahissantes : couche ponctuelle + couche polygonale
  - Synthèse des habitats : couche polygonale
- Chaque couche de données devra être géométriquement exempte de toute duplication, de recouvrement et de toute superposition, même partielle. Cette exclusion est valable quel que soit le type d'objet géométrique de la couche. Les polygones devront être fermés, sans nœud pendant, ni «bow-tie», ni double nœud. Les objets de type linéaire devront être connexes.
- Chaque objet sera porteur d'un numéro d'identifiant unique par couche, de type entier, renseigné de façon incrémentale. La numérotation incrémentale devra être continue pour chaque couche. Cet identifiant sera nommé FID pour toutes les couches.

- Un ID unique par observation sur le modèle suivant : date\_ID-site\_STRUCTURE\_GENRE\_espèce\_N° :
  - date : la date de l'observation, au format aaaammjj
  - ID-site : le N° du site, selon la typologie du Conservatoire
  - STRUCTURE : le nom ou acronyme de la structure ayant réalisé les inventaires
  - GENRE : les 3 premières lettres du genre du taxon identifié
  - espèce : les 3 premières lettres de l'espèce du taxon identifié
  - N° : un numéro, incrémenté de 1 en 1, commençant à 001, pour différencier plusieurs observations d'un même taxon sur un site le même jour
- Entités géographiques : les objets de type surfacique, linéaire, ou ponctuel appartenant à une même couche ou appartenant à des couches différentes et ayant des limites communes doivent être vectorisés en totalité, ce qui revient à dire qu'une limite commune à plusieurs objets doit être vectorisée plusieurs fois ou dupliquée après une première vectorisation, les coordonnées des points communs étant mathématiquement les mêmes.

#### ★ *Mode opératoire*

- Le prestataire proposera à l'approbation du Conservatoire, dès le début de l'étude, la liste des couches à produire, la symbolisation de chaque couche et les attributs liés à chaque type de donnée.
- Pour chaque couche, les renseignements suivants seront apportés :
  - source (production propre /relevé ou service fournisseur),
  - échelle de saisie,
  - précisions planimétrique/altimétrique,
  - date de création de la couche.
  - Le support de la cartographie des habitats et des espèces faunistiques et floristiques se fera sur la BD ORTHO® - ©IGN la plus récente.
- Les documents destinés à être imprimés seront fournis au format MXD, même s'ils présentent les données concernant une seule couche. Pour chacune des couches utilisées, un rendu habillage sera demandé (type LYR).
- Les compilations demandées (restitutions cartographiques) seront également fournies au format image: JPEG (300 dpi minimum), afin de pouvoir être intégrées à des présentations.

#### ★ *Attributs des objets*

Chaque classe d'objets sera décrite par plusieurs attributs (numériques et textes), certains communs à toutes les classes d'objets, d'autres spécifiques.



Les attributs communs à toutes les classes d'objets sont :

Tableau 1. Charte de qualité pour la saisie des données : liste des attributs communs à toutes les classes d'objets				
CHAMP	DESCRIPTION	MODELE	FORMAT	EXEMPLE
ID_OBS	Identifiant unique de chaque observation	date_ID-site_STRUCTURE_GENRE_espece_N°	Texte ; 50	20120506_120_CDL_ANG_ang_0001
DATE	Date de l'observation	JJ/MM/AAAA	Texte ; 10	12/06/2012 soit le 12 Juin 2012
OBSERVATION	Observateur de la donnée	Prénom NOM	Texte ; 50	Paul DURAND
STRUCTURE	Structure ou organisme de rattachement de l'observateur	STRUCTURE	Texte ; 50	CEL Dans le cas de structure reconnue, les abréviations, si elles sont définies avant peuvent être acceptées. Ici : CEL
COMMENTAIRE	Commentaire libre	-	Texte, 254	-
ID_SITE	Identifiant unique du site du CEL	123	Entier court ; 10	289
NOM_SITE	Dénomination du site du CEL	NOM DU SITE	Texte ; 50	LE BAGNAS
PRESENCE	Présence ou absence de l'espèce ou de l'habitat observé	Present	Texte ; 10	Seulement 2 valeurs possibles : « Present » ou « Absent »

\* Les champs en gras sont obligatoires.

Les attributs spécifiques aux classes d'objets pour les observations naturalistes faunistiques et floristiques sont :

Tableau 2. Charte de qualité pour la saisie des données : liste des attributs spécifiques à chaque classe d'objets				
CHAMP	DESCRIPTION	MODELE	FORMAT	EXEMPLE
CD_NOM	Numéro unique de l'espèce selon le référentiel INPN (taxref)	1234	Entier court ; 10	66832
LB_NOM	Nom latin de l'espèce selon le référentiel INPN (taxref)	Genre espece subsp. Sous-espèce var. variété	Texte ; 100	Anguilla anguilla

Tableau 2. Charte de qualité pour la saisie des données : liste des attributs spécifiques à chaque classe d'objets				
CHAMP	DESCRIPTION	MODELE	FORMAT	EXEMPLE
ID_SOURCE	Type d'observation	Observation	Texte ; 50	Selon les valeurs suivantes : « A vue » « Entendu » « Cadavre » « Capture » « Bibliographie » « Collection »
TITRE	Référence bibliographique	Nom de l'étude	Texte ;	
EFFECTIF	Nombre d'individus observés	123	Entier court ; 10	18
TYP_EFF	Type d'effectif observé	-	Texte ; 5	Description de l'effectif observé selon les valeurs suivantes : « = » : valeur exacte « > » minimum « ~ » estimation
SEXE	Sexe des individus observés	Sexe	Texte ; 10	Selon les deux valeurs possibles : « Mâle » « Femelle »
AGE	Age estimé des individus observés	Age	Texte ; 20	Selon les valeurs suivantes : « Œuf » « Larve » « Poussin » « Juvénile » « Immature » « Adulte »
REPRO	Statut de reproduction	Reproduction	Texte ; 10	Selon les 3 valeurs possibles : « Possible » « Probable » « Certaine »
PROTOCOLE	Protocole utilisé pour la récolte de données	Protocole	Texte ; 50	WETLAND  Dans le cas d'acronymes reconnus, ceux-ci peuvent être utilisés. Par exemple :  STOC - EPS  STERF

\* Les champs en gras sont obligatoires.  
En rouge, les champs uniquement faune.

Les attributs spécifiques aux classes d'objets pour les observations naturalistes d'habitats sont :

Tableau 3. Charte de qualité pour la saisie des données : liste des attributs spécifiques à l'observation des habitats				
CHAMP	DESCRIPTION	MODELE	FORMAT	EXEMPLE
CD_TYPO	Code de l'habitat selon CORINE Biotopes			
LB_TYPO	Nom de l'habitat selon CORINE Biotopes			
CD_EUR	Code EURXX s'il s'agit d'un habitat Natura 2000			
LB_EUR	Nom EURXX s'il s'agit d'un habitat Natura 2000			
ID_SOURCE	Type d'observation	Observation	Texte ; 50	Selon les valeurs suivantes : « A vue » « Bibliographie » « Collection »
TITRE	Référence bibliographique	Nom de l'étude	Texte ;	
ALLIANCE	Alliance d'habitats selon la nomenclature du Prodrome des végétations de France (Bardat et al., 2004)			
ASSOS	Association d'habitats selon la phytosociologie sigmatiste			

\* Les champs en gras sont obligatoires.

- Si un champ ne peut pas être renseigné, ne pas laisser la case vide, mettre «-» dans la cellule.
- Les noms des attributs devront être en rapport avec le thème à décrire. Les caractères spéciaux (type / . , ; # - etc.), les accents, les apostrophes seront interdits.
- **Un contrôle qualité des données sera réalisé** sur les données livrées. La non-conformité des données livrées avec ce document entraînera une reprise des données.

#### Restitution des fichiers

- Les saisies seront restituées sous la forme de jeux de fichiers aux formats shapefile (\*.shp).
- Lors de la restitution de l'ensemble des fichiers, le prestataire veillera à fournir toutes les couches cartographiques livrables avec les droits correspondants en ouverture/écriture.

#### Catalogage et Métadonnées

Chaque couche de données fera l'objet d'une fiche de métadonnées précisant au minimum :

- Le nom du fichier ;
- L'emplacement : arborescence détaillée des répertoires donnant accès au jeu de données (depuis la racine : disque dur ou serveur) ;
- Une description de la couche : texte décrivant sommairement le contenu du jeu de fichiers ;

- Le format ;
- La date de création ;
- La date de mise à jour (dernière en date) ;
- La date de constitution de la métadonnée : date de saisie de la présente fiche de métadonnées ;
- La date de mise à jour de la métadonnée (si nécessaire) ;
- L'auteur des données : nom et coordonnées détaillées de l'auteur de la donnée ;
- Quelques mots clefs :
  - de localisation des données : les noms et numéros des départements, les noms et codes INSEE des communes concernées par les données seront indiqués.
  - de thématique (éventuellement) : (ex : acoustique, topographie,...).
- Le logiciel d'origine de création des données : nom, éditeur et version ;
- La résolution spatiale :
  - Unité de mesure : par défaut l'unité sera le mètre
  - Système de projection : par défaut le système de projection sera Lambert 93
- La qualité des données :
  - Qualité des données : elle décrit le mode de constitution des données ;
  - Planimétrique :
  - Altimétrique : selon le type de données ;
- Les échelles d'utilisation : il s'agit des échelles auxquelles les données peuvent être utilisées et représentées :
  - Echelle mini ;
  - Echelle maxi.



## ANNEXE 3 - CLAUSES TECHNIQUES RELATIVES AUX PRODUCTIONS CARTOGRAPHIQUES

### 1. Production SIG :

- Les projets seront configurés en « enregistrer les chemins relatifs aux sources de données ». Chaque mise en forme de couche utilisée sera sauvegardée. Le système de coordonnées associé au projet aura les mêmes spécifications que celui des fichiers de données spatiales précisés ci-après.
- Les noms des fichiers seront les plus explicites possibles. Ils ne comporteront que des caractères alphanumériques ainsi que le caractère « \_ » et seront nommés en minuscules sans accent et sans espace.
- Les cartes seront exportées au format .pdf et .jpg. Les fichiers exportés auront le même nom que le projet ayant servi à leur production.

### 2. Métadonnées, format et nommage des fichiers :

Les jeux de données produits par le prestataire seront fournis dans les formats suivants :

- Données spatiales : un fichier ESRI Shapefile (.shp) pour chaque jeu de données ;
- Données non spatiales : un fichier Excel pour chaque table.

Les noms des fichiers et feuilles Excel seront les plus explicites possibles.

Les fichiers de métadonnées seront nommés avec le même nom que le jeu de données décrit. Les noms ne comporteront que des caractères alphanumériques ainsi que le caractère « \_ » et seront nommés en minuscules sans accent et sans espace.

### 3. Système de coordonnées :

Tout jeu de données spatiales doit être géoréférencé dans le système géodésique mondial WGS 84 (World Geodetic System 1984).

### 4. Topologie :

Tout jeu de données spatiales fourni par le prestataire répondra aux règles de topologie suivantes :

- Les entités surfaciques et linéaires multi-parties sont interdites sauf cas exceptionnel ;
- Les limites de polygones jointifs doivent être uniques ;
- Un polygone contenant un autre polygone doit être un polygone « troué » ;
- Les lignes jointives (qui partagent un noeud) doivent être reliées par un nœud commun ;
- Les arcs ne peuvent pas se croiser. Ils sont découpés à leur intersection avec un sommet commun pour former des segments distincts.

### 5. Règles applicables aux tables :

- La clé primaire devra toujours être un entier à valeur unique et sera nommée id ;
- Les surfaces et longueurs seront toujours en mètre carré et mètre ;
- Les dates seront toujours des chaînes de caractères au format jj/mm/aaaa ;
- Les noms des champs seront les plus explicites possibles. Ils ne comporteront que des caractères alphanumériques ainsi que le caractère « \_ » et seront nommés en minuscules sans accent et sans espace.

### 6. Livrables

Le titulaire devra fournir sur support électronique l'ensemble des fichiers utilisés pour la création des cartes.

Ces fichiers seront triés dans un répertoire SIG selon l'arborescence suivante :

- Données\_internes : tous les jeux de données produits (Shapefile, Excel) par le titulaire et les fichiers de métadonnées associées ainsi que les fichiers de mise en page ;
- Données\_externes : tous les référentiels utilisés pour l'étude triés par fournisseur (IGN, SHOM, DGI...) ;
- Projets : tous les fichiers de projets créés par le titulaire et ayant servis à produire les cartes ;
- Cartes : tous les exports de cartes produits par le titulaire au format JPEG et PDF.

#### ANNEXE 4 – Données naturalistes et études disponibles

Du plus récent au plus ancien,

- *Plan de gestion de Camicas non signé ONF (2003),*
- *Inventaire du patrimoine des cabanes forestières de La Teste (2006),*
- *Guide de recommandations paysagères pour la gestion forestière du site classé de la Dune du Pilat et de la forêt usagère de La Teste de Buch (2009),*
- *apport évolution de la DUNE BRGM Dec 2010,*
- *DOCOB du site Natura 2000 « Forêts dunaires de La Teste de Buch » (2012),*
- *Document simple d'aménagement forestier des forêts ENS du département de la Gironde sur le Bassin d'Arcachon (2013),*
- *Stratégie d'intervention 2015 - 2050 du CDL, (2015)*
- *Stratégie Locale de Gestion de la Bande Côtière (2018),*
- *Expertise paysagère de la Dune du Pilat (2018),*
- *Inventaire floristique dunaire 2019,*
- *Note d'évaluation de l'intérêt patrimonial des édifices bâtis appartenant au Conservatoire du littoral 2020,*
- *RPLU, SCOT, SAGE et autres docs réglementaires,*
- *Note Adapto du CdL,*
- *Principes d'action forestière destiné à guider les gestionnaires sur la politique de l'établissement en matière de gestion forestière,*
- *Notes du Conseil scientifique du Conservatoire du littoral sur « Les littoraux à l'épreuve du changement climatique » et « Les éléments de réflexion sur la Libre évolution sur les sites du Conservatoire du littoral », 2021*
- *Listes de vigilance pour les Habitats-Faune-Flore de l'établissement,*
- *Eléments de compréhension du contexte paysager de V Miramand - 2023.*
- *Projet de convention mise en œuvre OLD + annexes 2023*
- *Diaporama - Bilan de l'OGS du SMGDP, 2024*
- *Notes de visite de V Miramand 2024*
- *Orientations nationales du CDL sur le paysage 2025*
- *Orientations de gestion forestières par I de Chasseval - 2025*

# Principes généraux d'intervention du Conservatoire du littoral sur ses sites

(cf. Orientations thématiques de la stratégie d'intervention 2015-2050)

<i>Objectifs</i>	<i>Interventions, activités, usages</i>	<i>Aménagement</i>	<i>Accueil du public</i>	<i>Traitement des bâtiments, utilisation, démolition</i>	<i>Agriculture, sylviculture</i>	<i>Chasse et activités de pleine nature</i>
Objectif prioritaire « respect des sites naturels et de l'équilibre écologique »	Préserver, restaurer, ou améliorer la biodiversité  Préserver le paysage, le caractère du site et le patrimoine littoral	Pas d'interventions lourdes ou ayant un caractère d'irréversibilité, sauf impératif dicté par la sécurité des personnes ou un intérêt écologique majeur	Éviter la sur fréquentation ; pas de circulation motorisée, de camping, de compétition ou de manifestation sportive ou culturelle de masse	Bâtiments utiles à la gestion du site ou à l'usage agricole; Maisons de garde, ...  Valorisation du patrimoine historique; suppression des bâtiments défigurant le site	Gestion des équilibres biologiques; pas de pratiques défavorables  Sauvegarde des paysages ruraux	Pas de pratiques défavorables à l'environnement
Autre objectif majeur	Accès du public au littoral		Accueil, chaque fois que possible (dans la limite de la vocation et de la fragilité des terrains)	Maison d'accueil du public	Attrait pour le public	
Objectifs complémentaires	Contribuer au développement durable		Développement touristique local	Activités en lien avec la vie du site (hébergement)	Maintien des activités économiques	
	Renforcer l'adhésion du public à la protection du littoral		Information du public, animations pédagogiques	Maison d'accueil et d'information du public	Participation locale à la gestion	Participation locale à la gestion du site
	Optimiser les coûts de gestion		Éviter les projets lourdement déficitaires	Utilisation des bâtiments pour la gestion	Contributions des activités économiques aux objectifs de gestion	